

Débloquer la politique européenne est dans l'intérêt de la Suisse et de l'UE

25.02.2022

D'un coup d'oeil

Le Conseil fédéral a réaffirmé, ce vendredi, devant les médias son intention de poursuivre la voie bilatérale avec l'UE. Les entretiens exploratoires avec l'UE devraient démarrer rapidement afin de mettre un terme au plus vite à l'érosion des accords bilatéraux. Celle-ci ne présente que des inconvénients pour la Suisse comme pour l'UE. Au-delà des accords envisagés par le Conseil fédéral dans les domaines de l'électricité et de la recherche, *economiesuisse* estime que des solutions sont également prioritaires dans les domaines des réglementations boursières et bancaires ainsi que des dispositifs médicaux.

En communiquant les grands axes de la politique européenne ce vendredi, le Conseil fédéral a pris de premières mesures concrètes pour débloquer la situation. C'est une bonne chose en soi. Au vu de l'importance politique et économique de la coopération entre la Suisse et l'UE, les deux parties ont tout intérêt à poursuivre sur la voie bilatérale.

Des solutions communes fondées sur des intérêts communs

Le PIB suisse équivaut à 4% environ du marché intérieur de l'UE actuel et la Suisse est le quatrième partenaire commercial des États membres de l'UE. À l'inverse, la Suisse gagne un franc sur trois grâce aux échanges avec l'UE. Les deux partenaires entretiennent des liens étroits dans les domaines du commerce, des investissements, de la recherche, de l'énergie, de la culture et de la libre circulation des personnes.

economiesuisse salue la décision du Conseil fédéral de ficeler un paquet de négociation prévoyant des accords sur l'électricité, la sécurité alimentaire ainsi que sur la recherche, la formation et la santé. Pour les milieux économiques, des solutions dans les domaines des réglementations boursières et bancaires et des dispositifs médicaux sont également prioritaires. Il convient par ailleurs de saluer la volonté du Conseil fédéral de clarifier les questions institutionnelles. Sa proposition de procéder secteur par secteur est une option.

En matière de politique européenne, l'attentisme ne profite ni à la Suisse ni à l'UE. C'est pourquoi les partenaires devraient se remettre à la table des négociations dès que possible afin de convenir de solutions acceptables pour les deux parties.



François Baur

Responsable Affaires européennes